



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_131

Objet	Création de deux emplois : chargé de la politique et des projets mobilité, et directeur général adjoint des services
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Le directeur général des services ayant fait savoir qu'il souhaitait s'orienter vers un nouveau projet professionnel dans les prochains mois, il est proposé de créer un poste de directeur général adjoint (emploi d'accueil pour le(la) futur(re) remplaçant(e)) afin d'anticiper son départ et d'organiser une période de tuilage.

Ainsi il est proposé de :

-créer un emploi de directeur général adjoint à temps complet relevant de la catégorie A (grade mini : attaché/ingénieur/ grade maxi : attaché hors classe, ingénieur principal)

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille de catégorie A.

Les principales missions du poste sont les suivantes :

- participation à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la collectivité, en lien avec les priorités définies par les élus et les enjeux du territoire,
- pilotage des projets structurants,
- coordination des directions et services.

POLE AMÉNAGEMENT

Le poste de chargé de mission mobilité a été créé en 2019, pour une durée de 3 ans (2020-2023), lorsque la Communauté n'était pas compétente en la matière. Ce poste devait permettre de préparer le transfert de compétence et de déployer les premières actions mobilité si la collectivité se voyait transférer la compétence.

La compétence étant transférée depuis février 2021, la collectivité a, d'une part, structuré une feuille de route pour dessiner la politique mobilité à l'échelle du territoire et, d'autre part, travaillé et mis en œuvre des actions mobilité.

Aujourd'hui, afin de continuer à piloter la politique mobilité et à déployer des actions concrètes, il apparaît nécessaire de s'appuyer sur un pilotage technique et une ingénierie de façon permanente.

Il est proposé au conseil de Communauté de créer l'emploi permanent de chargé de la politique et des projets mobilité, emploi relevant de la catégorie A, grades d'attaché territorial et ingénieur territorial.

Les missions du poste sont les suivantes :

- pilotage et animation de la politique mobilité,
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions mobilité de la collectivité et des partenaires sur le territoire.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis du Comité Technique du 13 septembre 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 16 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 août 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Crée un emploi de chargé de la politique et des projets mobilité à temps complet et un emploi de directeur adjoint des services à temps complet

Article 2 : Modifie le tableau des emplois

Article 3 : Inscrit les crédits correspondants au budget